

Toutes les organisations syndicales doivent exiger : **Des papiers pour tous, tout de suite !**

LE GOUVERNEMENT XÉNOPHOBES SARKOZY-FILLON-HORTEFEUX DIVISE LA CLASSE OUVRIÈRE

Une des premières mesures du gouvernement Sarkozy-Fillon-Hortefeux a été de faire voter la 6^e loi en cinq ans qui restreint l'immigration, en entravant le regroupement familial. En pratique, il a amplifié la chasse, l'incarcération et l'expulsion des travailleurs immigrés « sans papiers » et de leurs familles. En janvier 2008, le ministre de « l'immigration et de l'identité nationale » Hortefeux se félicitait des 23 700 expulsions de sans papiers arrêtés dans les gares, devant les écoles de leurs enfants, à leurs domiciles ou même dans les préfectures quand ils venaient demander leur régularisation.

Les princes saoudiens, les capitalistes chinois, les dictateurs africains, les généraux américains sont bienvenus en France. Mais Sarkozy, son gouvernement, son parti, sa police s'acharnent contre les étrangers quand ils sont des prolétaires. Par conséquent, une grande partie des travailleurs qui viennent en France se retrouve dans l'illégalité, ils sont transformés en délinquants. Cela les oblige à accepter des conditions de travail et de rémunération qui contribuent à l'augmentation du taux d'exploitation de l'ensemble de la classe ouvrière. Par la division entre les travailleurs, Sarkozy et l'UMP servent le patronat en facilitant la surexploitation et le travail sous-payé, ils servent des riches (souvent les mêmes) qui obtiennent du personnel domestique à vil prix.

LES OUVRIERS ET LES EMPLOYÉS IMMIGRÉS RELÈVENT LA TÊTE EN TENTANT DE S'APPUYER SUR LES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS

Souvent, les étrangers sans titre de séjour sont protégés par la solidarité des élèves, des parents, des enseignants. Mieux encore, malgré la persécution politique, administrative et policière, des centaines d'entre eux ont entamé mi-avril une lutte ouverte contre le gouvernement, pour arracher le droit –élémentaire– de vivre dans le pays où ils travaillent. Ces travailleuses et ces travailleurs de la restauration, du nettoyage, du bâtiment, du commerce... ont, dans le cadre de la principale centrale syndicale, la CGT, exigé d'obtenir le droit de séjour.

Hortefeux a répondu le 24 avril : « *Il ne peut y avoir qu'un examen au cas par cas* ». Le même jour lors d'un entretien télévisé, Sarkozy a confondu « naturalisation » et « titre de séjour » : « *On ne devient pas français parce qu'on a un travail dans la cuisine d'un restaurant aussi sympathique soit-il* ». Fillon a écrit le 6 mai à la direction de la CGT que « *une régularisation massive ne peut être efficace* ». Le Premier ministre sait mieux que les immigrés ce qui est bon pour eux : « *elle aboutirait dans la pratique à léser les étrangers en ne permettant pas de vérifier leurs conditions d'emploi et le respect de leurs droits* ».

Alors que les travailleurs « sans papiers » se sont tournés vers la centrale syndicale majoritaire pour qu'elle les protège et prenne en charge leur revendication, la direction de la CGT cède une fois de plus au gouvernement : elle accepte que le sort des prolétaires qui lui ont fait confiance soit examiné « *cas par cas* » par les préfets nommés par Sarkozy et Hortefeux. Pour l'instant, 60 immigrés ont obtenu des titres de séjour provisoire, sur près de 1 000 dossiers déposés par la CGT dans les cinq préfectures d'Ile-de-France depuis le 15 avril.

La Préfecture de Paris a rejeté d'emblée 1 000 autres demandes de régularisation soumises par la Coordination 75 des Sans-Papiers, en leur demandant de « passer par la CGT » et ses amis de Droit Devant. Or, la direction Thibault de la CGT a refusé de défendre ces « sans papiers ». Cela a conduit le 2 mai à l'occupation de la Bourse du Travail par des centaines d'ouvriers et d'employés qui exigent, à jute titre, que la division entre « sans papiers » cesse, que tous les travailleurs obtiennent des titres de séjour. Les bureaucrates syndicaux ont fermé les salles de réunion, refoulant dans la cour ceux qui revendiquent leur juste droit et dorment dehors, grâce à eux.

NON AU « CAS PAR CAS » ! FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES POUR OBTENIR DES PAPIERS POUR TOUS LES SANS PAPIERS !

Les étrangers « sans papiers » ne doivent pas être divisés entre eux, ni isolés des autres travailleurs. Pour mettre fin à la division de la classe ouvrière, au racket des passeurs, à la surexploitation des sans papiers, aux rafles et aux expulsions policières, les travailleurs (de toute nationalité et de toute ethnie, syndiqués et non syndiqués) doivent exiger que les organisations qui parlent en leur nom, tant partis (PCF, LO, PS, LCR...) que syndicats (CGT, CFDT, FO, FSU, SUD, UNSA...), se prononcent pour la régularisation de tous les salariés étrangers, la fin de la chasse au faciès, la fermeture des centres de rétention, l'abrogation des lois Sarkozy-Hortefeux, la protection des réfugiés, la libre circulation des travailleurs et des étudiants, les mêmes droits pour tous les travailleurs qui vivent ici. Qu'ils organisent une gigantesque manifestation ouvrière pour arracher :

La régularisation de tous les sans papiers ! L'arrêt des rafles et des expulsions ! L'abrogation des lois Sarkozy-Hortefeux ! Les mêmes droits pour tous les travailleurs !

14 mai 2008, **Groupe Bolchevik** [Collectif Révolution Permanente]